

# Mobilisations contre la loi El Khomri

## Projet de résolution du Conseil national du PCF

---

La mobilisation ne cesse de grandir dans notre pays contre le projet de loi « El Khomri » et le dynamitage, inédit depuis 1945, du Code du travail qu'il prépare.

Cette mobilisation est à la hauteur de la gravité de l'attaque portée au monde du travail, aux salariés, à la jeunesse, à l'emploi. Elle a permis un premier recul du gouvernement qui a repoussé la date d'examen du texte en Conseil des ministres du 9 au 24 mars.

Le Parti communiste français, ses militant-e-s, ses élu-e-s, ses parlementaires, sont entièrement mobilisé-e-s pour s'opposer à ce texte, pour participer à toutes les initiatives, pour contribuer à ce que cette mobilisation se renforce encore jusqu'au retrait de ce projet de loi.

80 % de nos concitoyens expriment leur désaccord ou leur rejet de ce texte, plus d'1 million de signatures ont désormais été recueillies ; la journée du 9 mars sera un moment important de mobilisation ; sept organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Union Syndicale Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) appellent ensemble à une journée de grève et de manifestation le 31 mars pour *« obtenir le retrait du projet de loi de réforme du Code du travail, et pour l'obtention de nouveaux droits, synonymes de progrès social, pour gagner aussi une autre répartition des richesses dans une société solidaire »*.

C'est la société française, sa jeunesse qui refuse un avenir de précarité, ses salariés, ses privé-e-s d'emploi, ses retraités, etc... qui aujourd'hui expriment leur opposition à ce texte rétrograde.

Ce texte en effet met fin à la durée légale du temps de travail, on travaillera plus pour gagner moins, avec la possibilité de travailler 12 h par jour par « simple accord ». Les congés payés ne seront plus obligatoires, le salarié pouvant y renoncer pour de l'argent. Les apprentis pourront travailler 40 h, les patrons auront toute liberté pour décider quand commence la semaine et contourner la majoration du dimanche. Les femmes seront particulièrement pénalisées.

Les licenciements seront facilités et préprogrammés dès la signature d'un contrat, les licencieurs abusifs verront leurs condamnations baisser. La médecine du travail, les prud'hommes, les institutions représentatives du personnel seront laminés.

Ce texte organise, au nom de la « modernité », le retour au 19<sup>e</sup> siècle, il cherche à tuer l'idée même de progrès humain et d'extension des droits, il dilapide les conquêtes sociales et progressistes conquises de haute lutte. Il veut en finir avec l'existence en France d'une gauche de transformation sociale, qui agit au service des intérêts populaires, pour la réduire à la simple obéissance aux exigences du MEDEF.

Le Parti communiste français, comme des millions de nos concitoyens, refuse cette perspective.

Il invite ses militant-e-s et élu-e-s, parlementaires à prendre toutes les initiatives pour contribuer à gagner le retrait du texte en étant notamment présents et force de propositions dans toutes les mobilisations à venir, notamment lors de la journée du mercredi 9 mars, puis celle du jeudi 31 mars.

En appui sur les exigences populaires qui s'expriment avec force en cette période, le PCF va, dès à présent, et dans la durée, lancer une grande campagne de propositions et d'action « zéro chômage, pour une société de partage ».

Le pays a besoin d'une mobilisation nationale pour la création d'emplois.

Une campagne qui porte l'exigence de reprendre le contrôle de l'argent donné aux entreprises pour financer non pas des actionnaires sans contrepartie mais des programmes de création d'emplois.

Une campagne pour donner aux salarié-e-s, aux citoyen-ne-s et élu-e-s des droits nouveaux d'intervention et un code du travail du 21<sup>e</sup> siècle qui permettent de contester au patronat sa main mise sur les choix des entreprises.

Une campagne qui redonne à la gauche l'ambition de sortir du renoncement et de la soumission pour relever les défis de notre temps et retrouver le chemin du progrès et de la transformation sociale.

Une campagne enfin de rassemblement le plus large possible à gauche, pour que l'exigence d'une véritable politique de gauche puisse s'exprimer majoritairement, dès les échéances législatives et présidentielle de 2017.

L'espoir renaît dans notre pays, il renaît à gauche. Le Parti communiste français s'engage pour construire toutes les convergences qui permettront de bâtir une majorité politique nouvelle à gauche, pour sortir le pays des impasses dans lesquelles la politique du gouvernement actuel l'enfoncé.